

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 15/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FOT IMPRIMEURS

ZAC de Satolas Green
Pusignan
69881 Meyzieu

Références : UD-R-CTESSP-24-188-MP
Code AIOT : 0010600414

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement FOT IMPRIMEURS implanté ZAC Satolas Green Pusignan 69330 Pusignan. L'inspection a été annoncée le 23/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FOT IMPRIMEURS
- ZAC Satolas Green Pusignan 69330 Pusignan
- Code AIOT : 0010600414
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FOT a été créée en 1957 sur la commune de Villeurbanne. Après un premier

déménagement à Vaulx-en-Velin en 1976, la société construit en 1997 une nouvelle usine à Pusignan et y regroupe ses activités « feuille à feuille » et « rotatives ».

La société FOT Imprimeurs est spécialisée dans l'impression haut débit de prospectus publicitaires, petits magazines, documents électoraux. Elle est spécialisée dans l'impression en feuilles et rotatives avec des savoir-faire particuliers : produits finis en sortie de rotative, collage transversal, perfo détachable...

Elle est autorisée pour des activités de transformation de papiers / cartons et d'impression.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Sécheresse – Entretien et vérification du compteur	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 9	Demande d'action corrective	3 mois
4	Sécheresse – Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Surveillance rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 9.2.2	Demande d'action corrective	6 mois
7	Surveillance rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 9.2.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sécheresse – Compteur et registre des prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
3	Sécheresse – Milieux de prélèvement et volumes prélevés	Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 4.1.1.1	Sans objet
5	Sécheresse – GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir, selon les délais mentionnés dans les fiches constats du présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse – Compteur et registre des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection qu'il y a deux compteurs d'eau sur le site : l'un est pour l'incendie et l'autre pour l'eau sanitaire et l'eau industrielle. C'est de l'eau du réseau qui est utilisée sur le site. L'exploitant a informé l'Inspection que le relevé est automatique tous les trimestres. Les relevés des compteurs sont tenus à jour et disponibles. L'Inspection a pu vérifier la présence des compteurs sur le site lors de la visite terrain.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de réaliser un relevé de façon hebdomadaire comme le prévoit l'article 15 de l'arrêté ministériel du 02/02/98.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sécheresse – Entretien et vérification du compteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée : Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.
Constats : L'exploitant a informé l'Inspection, lors de la présente visite, qu'un compteur a été remplacé dernièrement. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir lors de la présente visite, les derniers contrôles des compteurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant d'envoyer les derniers contrôles des compteurs, dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Sécheresse – Milieux de prélèvement et volumes prélevés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 4.1.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes : - origine de la source : réseau public - nom de la commune du réseau : réseau communal de Pusignan - prélèvement maximal annuel (m³) : 5919.
Constats : L'exploitant a mis à la disposition de l'Inspection un tableau avec les 3 derniers relevés réalisés, à savoir au 30/09/23, au 31/12/23 et au 31/03/24. En complément, l'exploitant a bien saisi dans l'outil GEREP le volume de prélèvement total réalisé par le site pour l'année 2023, à savoir 5726 m³. L'origine de l'eau prélevée est bien le réseau communal de la commune de Pusignan.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sécheresse – Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 4.2.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un plan des réseaux à l'Inspection. Les plans du site sont uniquement en version papier et datent pour la majorité de 1997, alors que des modifications ont été réalisées sur le site depuis cette date.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de réaliser un plan des réseaux actualisé du site respectant la prescription de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 27/05/2009 et de conserver une version numérique, dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Sécheresse – GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année dans l'application GERE les volumes d'eau consommée ou prélevée.
Constats : L'exploitant a bien déclaré les volumes d'eau prélevée pour l'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des eaux résiduaires
Prescription contrôlée : A la fréquence minimale indiquée ci-dessous, des mesures sont effectuées sur les paramètres et rejets suivants, selon les méthodes normalisées indiquées dans l'annexe I-a de l'AM du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation : rejet n°1, fréquence de contrôle annuelle
Constats : L'exploitant a informé l'Inspection qu'il n'y a pas de rejets d'eau résiduaire sur le site. Le site est maintenant en zéro rejet. Cependant, l'exploitant n'a pas porté à la connaissance de la Préfète ces modifications. L'Inspection rappelle à l'exploitant que toute modification notable sur l'installation doit être portée à la connaissance de la Préfète et du service instructeur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de déposer un dossier de Porter à Connaissance reprenant l'ensemble des modifications qui ont été faites sur le site ces dernières années et qui modifient les conditions d'exploitation de l'installation, dans un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Surveillance rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2009, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des eaux pluviales
Prescription contrôlée :

A la fréquence minimale indiquée ci-dessous, des mesures sont effectuées sur les paramètres et rejets suivants, selon les méthodes normalisées indiquées dans l'annexe I-a de l'AM du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation : rejet n°2, fréquence de contrôle annuelle
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé l'Inspection qu'il ne faisait pas de contrôle sur les eaux pluviales de son installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de réaliser une campagne de mesure de ces eaux pluviales comme indiqué aux articles 3.3.11 et 9.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/07/2009, dans un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois